

Conférence des
présidents d'université
103, bld Saint Michel
75005 Paris
01 44 32 90 00
www.cpu.fr

Budget 2017 : la CPU quitte l'Agenda social

Paris, le 30 juin 2016

Alors même que les futurs bacheliers sont de plus en plus nombreux à vouloir s'y inscrire, les universités sont dans une totale incertitude quant à leur avenir sur le plan budgétaire. En effet le budget des universités pour 2017 est, à ce jour, toujours inconnu.

Ce budget doit comprendre, outre une augmentation naturelle du budget de fonctionnement des établissements (+140 millions d'euros), une augmentation liée à la forte pression démographique avec plus de 33 000 étudiants supplémentaires (+ 230 millions d'euros) ainsi que la compensation intégrale des nouvelles mesures décidées par l'Etat selon le principe du « décideur payeur » : augmentation du point d'indice, revalorisation des catégories A-B-C, prolongation de la loi Sauvadet, financement des 1000 emplois, compensation boursière (+ 273 millions d'euros).

A cette réévaluation indispensable, il faut ajouter le budget nécessaire à la mise en sécurité et accessibilité des bâtiments, soit environ 350 millions d'euros. Le montant total du budget 2017 attendu par l'ensemble des universités françaises se porte donc à 1 milliard d'euros.

Plus d'1,6 million d'étudiants feront leur rentrée en septembre prochain et les universités n'ont aucune vision claire de leur avenir budgétaire. Comment dans ces conditions préparer sérieusement une rentrée et accueillir nos étudiants dans les conditions nécessaires à leur réussite.

Devant cette situation inédite, l'Etat souhaiterait dans le même temps que la CPU participe à l'Agenda social, conférence dont les conclusions pourraient également entraîner de lourdes conséquences financières pour les universités.

Dans ces conditions et tant qu'il n'y aura aucune garantie budgétaire liée notamment à l'accompagnement de l'augmentation du nombre d'étudiants et à la compensation des conséquences des mesures prises par l'Etat, la CPU refusera de participer à l'Agenda social. Bien que conscients des enjeux de cette conférence, la CPU n'est pas en mesure de souscrire à des engagements nouveaux dont les financements ne sont pas assurés alors même que les établissements sont amenés à réduire leurs activités de formation et de recherche pour préserver l'équilibre budgétaire, en contradiction même avec les missions que la Nation leur ont confiées et avec les ambitions affichées pour la jeunesse.